



PREFET DE LA NIEVRE

**Agence régionale
de santé
de Bourgogne**

Délégation territoriale
de la Nièvre
Service de santé environnementale
Tél. : 03 86 60 52 23

N° 2010- ~~ARS~~ 2542

ARRÊTÉ

Déclarant d'utilité publique au bénéfice du SIAEP de la Puisaye l'établissement de périmètres de protection autour du captage de Chantemerle situé sur le territoire de la commune de BITRY, ainsi que l'institution des servitudes afférentes.

Autorisant la dérivation des eaux par pompage.

déclarant cessible au profit du SIAEP de la Puisaye, les parcelles comprises à l'intérieur du périmètre immédiat du captage de Chantemerle

Le Préfet de la Nièvre,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'expropriation et notamment les articles R 11-1 et suivants et R 11-19 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU les articles L 1321-2, L 1321-3-1 et R 1321-1 à R 1321-66 du code de la santé publique ;

VU le titre 1 du livre II du code de l'environnement et notamment l'article L 215-13 ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n° 55-1350 du 14 octobre 1955 ;

VU le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par les articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004/P/1144 du 22 avril 2004 portant organisation du contrôle sanitaire de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et définissant le programme d'analyses, et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009/DDEA/1879 du 28 juillet 2009 relatif au quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU la délibération du 19 mars 2007 par laquelle le SIAEP de la Puisaye a demandé l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire, sur le projet de protection du captage de Chantemerle, situé sur le territoire de la commune de BITRY,

VU l'arrêté de M. le Préfet de la Nièvre en date du 29 janvier 2010 portant ouverture d'enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire pour le captage de Chantemerle, situé sur le territoire de la commune de BITRY,

VU les dossiers d'enquêtes d'utilité publique et parcellaire et les registres y afférent ;

VU les avis favorables de Mme. le Commissaire-enquêteur sur l'utilité publique du projet en date du 29 avril 2010 ;

VU l'avis favorable de M. le Directeur départemental des territoires en date du 2 juillet 2010 ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 7 septembre 2010 ;

Considérant le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 15 décembre 2005 et les sources de pollution identifiées ;

Considérant l'importance de protéger le captage de Chantemerle, situé sur le territoire de la commune de BITRY ;

Sur proposition de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne,

ARRÊTE

Article 1er - Sont déclarés d'utilité publique au profit du SIAEP de la Puisaye, les travaux de captage comportant la dérivation d'une partie des eaux souterraines et l'instauration de périmètres de protection autour du captage de Chantemerle, situés sur le territoire de la commune de BITRY, ainsi que la création des servitudes afférentes.

Article 2 – Le SIAEP de la Puisaye est autorisé à dériver les eaux du captage de Chantemerle, pour les besoins de son réseau public de distribution. Les prélèvements par pompage n'excéderont pas 90 m³/h et 1800 m³/j.

Les terrains constituant le périmètre de protection immédiat du captage de Chantemerle sont déclarés cessibles au profit du SIAEP de la Puisaye.

Article 3 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le volume journalier autorisé, ainsi que les appareils de contrôle nécessaires, seront soumis par la commune à l'agrément du directeur départemental des territoires.

Article 4 - Conformément aux engagements pris par le SIAEP de la Puisaye en date du 19 mars 2007, celui-ci devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 - Conformément à l'article L 1321-2 du code de la santé publique et en application des dispositions des articles R. 1321-1 à R 1321-66 du même code, des périmètres de protection immédiat, rapproché et éloigné sont établis autour du captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications des plans, et des états parcellaires annexés au présent arrêté - feuillets 1 à 32.

Article 6 -

1) Périmètre immédiat

Le périmètre de protection immédiat autour du captage doit être entièrement clos de façon efficace, à sa diligence et à ses frais par la collectivité exploitante, et interdit à toute circulation autre que celle nécessitée pour l'entretien des ouvrages et de leurs abords.

L'ouvrage de captage devra être remis en état conformément aux prescriptions de l'hydrogéologue dans son rapport du 15 décembre 2005.

Le périmètre immédiat correspond aux parcelles cadastrées suivantes :

Commune de BITRY – section ZA n° 20, 71 et 79

2) Périmètre rapproché

Le périmètre de protection rapproché comprend les parcelles suivantes :

Commune de BITRY : section A, n° 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16

section ZA, n° 20, 71, 79,

section ZB, n° 2, 3, 4, 8, 9, 10, 12, 17, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49,
50, 51, 78, et 79

section ZC, n° 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 34, 37, 38, 39, 40, 41,
42, 43, 52, 53, 54, 55 et 75

3) Périmètre éloigné

Un périmètre de protection éloigné a été défini. Les limites seront les suivantes :

- Au nord et à l'est, les limites de la commune de BITRY.
- Au sud, les routes et chemins reliant Le Ramois à Malicorne d'en Haut.
- A l'ouest, la D 163 entre Malicorne d'en Haut et La Gâtine puis une ligne joignant le carrefour des D 163 et D 114 à La Chapelle St Marc, puis les routes et chemins rejoignant Les Beauchats puis Les Chaboureaux, enfin la bordure occidentale du bois situé au nord des Chaboureaux.

4) Interdictions ou servitudes à appliquer dans le périmètre

La législation destinée à réglementer la lutte contre la pollution des eaux sera strictement appliquée dans le périmètre rapproché, particulièrement en ce qui concerne les établissements qui par leurs rejets (déversements, écoulements, jets, dépôts directs et indirects d'eau ou de matière) ou tout autre fait ou activité (décharges d'ordures ménagères, de résidus urbains ou de déchets industriels, bâtiments d'élevage, campings, etc..) peuvent altérer la qualité du milieu naturel.

Parmi les activités, dépôts ou constructions visés par les articles R. 1321-1 à R 1321-66 du code de la santé publique et la circulaire du 24 juillet 1990, y seront interdits :

- Le forage et l'implantation de tout sondage ou captage autres que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du présent rapport ;
- L'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution ;
- L'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux
- Le dépôt d'ordures ménagères, immondices, détritiques, déchets industriels et de produits radioactifs ;
- L'épandage d'eaux usées, de matières de vidanges et d'effluents liquides d'origine animale tel que purin et lisier ou d'origine industrielle, de boues de station d'épuration
- Le stockage en bout de champ de fumiers et d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures ;
- L'installation de camping, d'aires de stationnement de caravanes et de bungalows ;
- Le dépôt, même temporaire, d'hydrocarbures lors de travaux ;
- Tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les présentes interdictions et servitudes ouvrent droit à indemnisation sur demande des propriétaires ou ayants droits inclus dans le périmètre susmentionné.

Article 7 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté, sera passible des peines prévues par le décret n° 93-742 du 29 mars 1993, pris pour l'application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement.

Article 8 - Les installations, activités et dépôts existants à la date du présent arrêté, devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai maximum d'un an.

Article 9 - Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection, devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées.

Article 10 - Postérieurement à la notification et à la publication du présent arrêté, tout propriétaire d'une activité, installation ou dépôt réglementé et situé dans les périmètres de protection qui voudrait y apporter une quelconque modification, devra faire connaître son intention à l'administration (délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Bourgogne), en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'administration sera soumise, pour avis, à l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Article 11 - Les servitudes afférentes aux périmètres de protection, mentionnées au cinquième alinéa de l'article L.1321-2 du code de la santé publique, sont annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R.126-1 à R.126-3 du code de l'urbanisme.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapproché.

Le président du SIAEP de la Puisaye est chargé de faire effectuer ces formalités et le maire de la commune de BITRY d'afficher le présent arrêté en sa mairie avec établissement par ses soins d'un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité.

Article 12 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le contrôle sanitaire sera effectué sous l'autorité de l'Agence régionale de santé de Bourgogne, dans les conditions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2004/P/1144 du 22 avril 2004.

Article 13 - La publication du présent arrêté est faite notamment en vue de l'application de l'article L. 13-2 du code de l'expropriation, ci-après reproduit :

« En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés soit l'avis d'ouverture d'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation. Dans la huitaine qui suit cette notification, le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires et ceux qui ont des droits d'emphytéoses, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes. Les autres intéressés seront mis en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus, dans le même délai de huitaine, de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tout droit à indemnité ».

Article 14 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le Préfet de la Nièvre, soit hiérarchique auprès de Mme la Ministre chargée de la santé, dans les deux mois à partir de sa notification. Le silence gardé pendant plus de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de DIJON par toute personne intéressée par l'opération, c'est-à-dire, ayant un intérêt pour agir, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification dudit acte ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration ou de la décision implicite de rejet si un recours administratif a été déposé

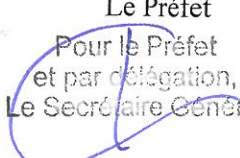
Article 15 :

- Le Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre,
- Le Président du SIAEP de la Puisaye
- Le Maire de BITRY
- Le Directeur départemental des territoires
- La Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Bourgogne,

sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à NEVERS, le 7 OCT. 2010

Le Préfet
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général




Michel FAILLISSE

Captage de de LA CHAPELLE

Prise d'eau de la VILLE

Captage de CHANTEMERLE

SIAEP de la PUISAYE

● Captages

— périmètres rapprochés

— périmètres éloignés

